



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2017-0085

**Arrêté de mise en demeure du 14 AVR. 2017
à l'encontre de la société VEOLIA EAU de respecter des
prescriptions concernant l'exploitation de la station d'épuration collective des effluents
industriels située sur le territoire de la commune de LABRUGUIÈRE**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 mars 2006 autorisant la Communauté d'Agglomération de CASTRES-MAZAMET à exploiter une station d'épuration collective des effluents industriels au lieu-dit "Prado de Lamothe" à LABRUGUIÈRE ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 février 2017 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 21 février 2017, transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 février 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que les bidons d'acide phosphorique dosé à 75%, contenus dans le local technique, ne sont pas ou n'étaient pas équipés d'un dispositif de rétention permettant de prévenir une pollution accidentelle de l'environnement ;

Considérant que l'installation n'est équipée d'aucun extincteur alors même que l'installation comporte plusieurs zones à risque ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.8.3 et 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2006 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VEOLIA EAU de respecter les prescriptions susvisées de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2006, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société VEOLIA EAU exploitant une station d'épuration collective des effluents industriels située sur le territoire de la commune de LABRUGUIÈRE est mise en demeure, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'article 2.8.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2006, en plaçant les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur rétention.

Article 2 :

La société VEOLIA EAU est mise en demeure, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2006, en équipant l'installation d'extincteurs répartis dans les lieux présentant un risque.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire de LABRUGUIERE, l'exploitant et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Albi, le **14 AVR. 2017**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO